

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	7
Table des matières	9
Ouvrages généraux.....	19
 TITRE I LE CADRE GÉNÉRAL	 21
 CHAPITRE 1 UN PEU D'HISTOIRE.....	 22
 CHAPITRE 2 L'OBJET DES COMMUNAUTÉS.....	 29
SECTION 1 L'UNION DOUANIÈRE ET COMMERCIALE	30
§ 1 Les règles de l'union douanière	31
A. La libre circulation des marchandises	31
B. Le tarif extérieur commun	35
§ 2 Les règles du « marché commun »	36
A. Les libertés complémentaires	36
I Circulation et protection des personnes.....	36
II La libre circulation des capitaux	43
III La liberté de concurrence	44
B. Les politiques de la Communauté.....	50
I Les politiques communes	50
II Les politiques coordonnées	55
III D'autres politiques.....	55
SECTION 2 L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE.....	63
§ 1 Les ébauches.....	64
§ 2 Le traité de Maastricht.....	66

SECTION 3 <i>L'UNION POLITIQUE</i>	68
§ 1 La coopération politique.....	69
§ 2 L'Acte unique européen.....	69
§ 3 Le traité de Maastricht.....	71
 CHAPITRE 3 PERSONNALITÉ ET CAPACITÉ JURIDIQUES	74
SECTION 1 <i>LA MULTIPLICITÉ DES TRAITÉS</i>	74
SECTION 2 <i>PERSONNIFICATION</i>	76
§ 1 Droit communautaire	76
§ 2 Droit international	76
§ 3 Droits internes	81
SECTION 3 <i>REPRÉSENTATION</i>	82
SECTION 4 <i>PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS</i>	83
 CHAPITRE 4 COMPOSITION	86
SECTION 1 <i>ADHÉSION</i>	86
§ 1 Conditions de fond	87
§ 2 Procédure	89
SECTION 2 <i>ASSOCIATION</i>	90
SECTION 3 <i>RETRAIT ET EXPULSION</i>	92
 CHAPITRE 5 SIÈGE	94
 CHAPITRE 6 FINANCEMENT	96
SECTION 1 <i>LE RÉGIME INITIAL</i>	96
SECTION 2 <i>LES RESSOURCES PROPRES</i>	98

SECTION 3 <i>LES « RISTOURNES »</i>	100
SECTION 4 <i>RÈGLES BUDGÉTAIRES</i>	101
CHAPITRE 7 L'ORDRE JURIDIQUE COMMUNAUTAIRE	104
SECTION 1 <i>LES COMPÉTENCES DE LA COMMUNAUTÉ</i>	106
§ 1 Compétences expresses et compétences implicites.....	107
§ 2 Compétences exclusives ou partagées.....	108
§ 3 Subsidiarité et proportionnalité	111
§ 4 Irréversibilité ?.....	115
SECTION 2 <i>UN APPAREIL INSTITUTIONNEL</i>	116
§ 1 Les droits fondamentaux	118
§ 2 Les principes « démocratiques ».....	122
SECTION 3 <i>DES SUJETS ?</i>	124
§ 1 Les États membres	124
§ 2 Les ressortissants-citoyens	125
SECTION 4 <i>QUELLE SPÉCIFICITÉ ?</i>	130
CHAPITRE 8 LE CHAMP D'APPLICATION DU DROIT COMMUNAUTAIRE DANS LE TEMPS ET L'ESPACE	135
SECTION 1 <i>APPLICATION DANS LE TEMPS</i>	135
§ 1 Durée	135
§ 2 Les tempéraments	136
A. Les dérogations provisoires	137
B. Les adaptations	139
§ 3 La révision officielle	142
SECTION 2 <i>APPLICATION DANS L'ESPACE</i>	144
§ 1 Le principe	145

§ 2 Les territoires européens inclus.....	146
§ 3 Les territoires sous statut spécial	147
§ 4 Les zones de compétence exclusive	148
§ 5 Application « extraterritoriale »	150

TITRE II L'APPAREIL INSTITUTIONNEL DES COMMUNAUTÉS..... 153

CHAPITRE 1 LES « INSTITUTIONS » 156

SECTION 1 LE CONSEIL EUROPÉEN 157

SECTION 2 LE CONSEIL..... 159

§ 1 Composition 160

§ 2 Fonctionnement..... 161

§ 3 Règles de vote 163

§ 4 Compétences et pouvoirs 167

SECTION 3 LA COMMISSION 169

§ 1 Composition 169

§ 2 Fonctionnement..... 171

§ 3 Compétences et pouvoirs 173

SECTION 3bis LE COMITÉ DES REPRÉSENTANTS PERMANENTS 176

SECTION 4 LE PARLEMENT EUROPÉEN..... 178

§ 1 Composition 179

§ 2 Organisation et fonctionnement 183

§ 3 Compétences et pouvoirs 187

A. Fonction « constitutionnelle »..... 187

B. Fonction « électorale »..... 187

C. Fonction « législative » 188

D. Fonction budgétaire	190
E. Fonction de contrôle politique	193
SECTION 5 <i>LA COUR DE JUSTICE</i>	195
§ 1 Composition	196
§ 2 Organisation et fonctionnement	197
§ 3 Compétences	201
SECTION 6 <i>LE TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE</i>	204
§ 1 Composition	204
§ 2 Organisation et fonctionnement	205
§ 3 Compétences	206
§ 4 Recours	207
CHAPITRE 2 LES AUTRES ORGANES	209
SECTION 1 <i>LES INSTITUTIONS « DÉGUISÉES »</i>	209
§ 1 La Cour des comptes	210
§ 2 La Banque centrale européenne	212
§ 3 La Banque européenne d'investissement	217
SECTION 2 <i>LES ORGANES CONSULTATIFS</i>	220
§ 1 Le Comité économique et social	221
§ 2 Le Comité des régions	224
TITRE III L'APPAREIL NORMATIF DES COMMUNAUTÉS	227
CHAPITRE 1 LES CATÉGORIES DU DROIT COMMUNAUTAIRE	228
SECTION 1 <i>LE DROIT PRIMAIRE</i>	228
§ 1 Le principe	228

§ 2 Problèmes de compatibilité.....	229
SECTION 2 <i>LE DROIT « DÉRIVÉ »</i>	231
§ 1 Actes conventionnels.....	232
A. Étendue du <i>treaty making power</i>	232
B. Procédure.....	234
C. Effets.....	237
D. Les conventions entre États membres	239
§ 2 Actes unilatéraux	240
A. Le règlement	241
B. La directive	243
C. La décision.....	245
D. Les actes non obligatoires	246
§ 3 Les actes atypiques.....	247
SECTION 3 <i>LES SOURCES SUBSIDIAIRES</i>	249
§ 1 La coutume	249
§ 2 Les principes généraux du droit.....	250
CHAPITRE 2 FORMES, ENTRÉE EN VIGUEUR ET PUBLICITÉ	253
SECTION 1 <i>DROIT PRIMAIRE</i>	253
SECTION 2 <i>DROIT DÉRIVÉ</i>	254
§ 1 Formes	254
§ 2 Publicité.....	256
§ 3 Entrée et maintien en vigueur.....	257
CHAPITRE 3 DROIT COMMUNAUTAIRE ET DROIT NATIONAL	260
SECTION 1 <i>L'APPLICABILITÉ DIRECTE DU DROIT COMMUNAUTAIRE</i>	261
§ 1 Le principe.....	262
§ 2 Fondement communautaire.....	263

§ 3 Étendue : objet.....	264
§ 4 Étendue : sources	266
§ 5 Effets.....	269
SECTION 2 <i>L'IMMÉDIATÉTÉ D'APPLICATION</i>	271
SECTION 3 <i>PRIMAUTÉ</i>	272
§ 1 Le principe	273
§ 2 Étendue.....	274
§ 3 Effets.....	276
CHAPITRE 4 LA NULLITÉ DU DROIT COMMUNAUTAIRE	278
SECTION 1 <i>LE DROIT PRIMAIRE</i>	278
SECTION 2 <i>LE DROIT DÉRIVÉ</i>	278
§ 1 Le recours en annulation (article 173 CA).....	279
A. Les titulaires du droit de recours	279
B. Les actes susceptibles d'annulation	283
C. Moyens d'annulation.....	286
D. Délai du recours	288
E. Mesures provisoires	288
F. Autorité de l'arrêt	289
§ 2 L'exception d'illégalité	290
A. Les titulaires de l'exception.....	291
B. Les actes dont l'illégalité peut être excipée	292
C. Autorité de l'arrêt	293
§ 3 Le contrôle de validité par les tribunaux nationaux.....	293
§ 4 Nullité ou inexistance	296
§ 5 La validité d'un silence ?.....	298
CHAPITRE 5 L'INTERPRÉTATION DU DROIT COMMUNAUTAIRE	299
SECTION 1 <i>LES RÈGLES D'INTERPRÉTATION</i>	299

SECTION 2 <i>LE POUVOIR D'INTERPRÉTER</i>	300
§ 1 La notion d'interprétation.....	302
§ 2 Les normes à interpréter	303
A. « Le présent traité »	304
B. « Les actes pris par les institutions »	305
I <i>Les actes unilatéraux</i>	305
II <i>Les conventions de la Communauté</i>	306
C. Le statut des organismes.....	307
D. Les conventions entre États membres	307
§ 3 La notion de juridiction	308
§ 4 La faculté ou l'obligation du renvoi.....	310
A. L'absence de tout recours	311
B. L'acte clair	312
C. La pertinence de la question	313
D. L'existence d'une décision antérieure	314
E. Le caractère fictif ou la disparition du litige	315
F. Le droit à un procès équitable.....	316
§ 5 La procédure de renvoi.....	317
§ 6 L'autorité des décisions préjudicielles	319
A. Autorité « absolue » ?	319
B. Dispositif et motifs	321
C. Portée rétroactive.....	321
§ 7 La sanction du renvoi.....	323
CHAPITRE 6 <i>L'EXÉCUTION DU DROIT COMMUNAUTAIRE</i>	324
SECTION 1 <i>LE NIVEAU COMMUNAUTAIRE</i>	325
§ 1 L'administration directe par la Commission	326
§ 2 L'habilitation de la Commission	326
§ 3 La délégation de pouvoirs	331
SECTION 2 <i>LE NIVEAU NATIONAL</i>	333
§ 1 Exécution de bonne foi et coopération loyale.....	333

§ 2 Autonomie institutionnelle et procédurale.....	336
§ 3 Solutions belges	339
CHAPITRE 7 LES SANCTIONS DU DROIT COMMUNAUTAIRE ..	342
SECTION 1 <i>VÉRIFICATIONS ET CONTRÔLES</i>	342
SECTION 2 <i>LA SANCTION DES INSTITUTIONS</i>	344
§ 1 Les mesures provisoires	345
§ 2 Le recours en carence	348
A. Les titulaires du recours	348
B. Les carences répréhensibles	350
C. La procédure du recours	352
D. Portée de l'arrêt	354
SECTION 3 <i>LES SANCTIONS CONTRE LES ÉTATS MEMBRES</i>	355
§ 1 Le recours en constatation de manquement	357
A. Les titulaires du recours	357
B. La notion de manquement	358
C. La procédure de constatation du manquement	362
D. Les procédures exceptionnelles	366
E. L'autorité de l'arrêt	366
§ 2 Les amendes ou astreintes.....	368
§ 3 Rétorsions ou représailles ?.....	370
SECTION 4 <i>LES SANCTIONS CONTRE LES ÉTATS TIERS</i>	372
§ 1 La nature des sanctions.....	373
§ 2 La sanction d'un droit propre de l'organisation	373
§ 3 La sanction du droit d'un État, membre ou tiers.....	374
§ 4 La portée des dispositions des traités	375
SECTION 5 <i>LES SANCTIONS CONTRE LES PARTICULIERS</i>	378
§ 1 Les destinataires des sanctions	378
§ 2 Le domaine des sanctions.....	379

§ 3 Le pouvoir de sanction	381
§ 4 La forme des sanctions	382
A. Sanctions directes ou indirectes	382
B. Sanctions (non) pécuniaires	383
C. Sanctions pénales ou administratives	384
D. Sanctions nationales ou communautaires	385
§ 5 La procédure des sanctions	387
§ 6 La prescription	391
§ 7 L'exécution forcée	392
 CHAPITRE 8 RESPONSABILITÉS ET DROIT COMMUNAUTAIRE	 393
 SECTION 1 LA RESPONSABILITÉ DE LA COMMUNAUTÉ	 393
§ 1 Les conditions de la responsabilité	394
§ 2 La mise en œuvre de la responsabilité	402
 SECTION 2 LA RESPONSABILITÉ DES ÉTATS MEMBRES	 408
§ 1 La sphère communautaire	408
§ 2 La sphère nationale	410
 SECTION 3 LA RESPONSABILITÉ DES PARTICULIERS	 413
 TABLE DE JURISPRUDENCE	 415
 TABLE DES TRAITÉS	 431
 INDEX	 437